

Les déterminants économiques du vote aux élections présidentielles dans les pays de l'UEMOA

Abdoul Aziz NDIAYE *

Birane DIOUF **

Mamadou Abdoulaye KONTE***

Résumé - L'objectif de cet article est d'étudier les déterminants économiques du vote en Afrique subsaharienne lors d'élections présidentielles. En s'inspirant des travaux de Brender et Drazen (2008), nous cherchons à identifier les facteurs économiques explicatifs de la réélection ou non du président sortant dans la zone UEMOA entre 1990 et 2019, en parallèle des déterminants sociopolitiques. Nos résultats montrent que le nombre de tours de l'élection, plus de libertés civiles, une hausse du taux de chômage et de la dette ont un impact négatif sur les chances de réélection du président sortant. Une augmentation de l'aide publique au développement et des investissements directs étrangers favorise les chances de réélection du président sortant.

Classification JEL

C23, D72, H11

Mots-clés

Déterminants économiques du vote
Réélection du Président sortant
UEMOA
Données de panel
Modèle Probit

Nous tenons à remercier sincèrement les rapporteurs anonymes et la direction de la revue qui ont largement contribué à la finalisation de cet article.

* LARES, Université Gaston Berger de Saint-Louis, Sénégal ;
elhadji-abdoul-aziz.ndiaye@ugb.edu.sn.

** LARES, Université Gaston Berger de Saint-Louis, Sénégal ; birane1.diouf@uvs.edu.sn.

*** LARES, Université Gaston Berger de Saint-Louis, Sénégal ;
mamadou-abdoulaye.konte@ugb.edu.sn.

INTRODUCTION

Une littérature estime que la situation économique est un facteur explicatif fondamental du vote (Dubois, 2007) lors d'élection des dirigeants. Cela dit, plusieurs interrogations subsistent à propos des modalités de ce que l'on appelle le vote économique. Les perceptions individuelles comptent-elles davantage que la réalité économique observée ? Est-ce l'évaluation du bilan économique d'un gouvernement sortant ou les attentes à propos des effets à venir des politiques des partis en lice qui sont considérées ? Y a-t-il des circonstances où les électeurs sanctionnent les gouvernements lors d'une récession ou les reconduisent en période d'expansion ? La plupart des auteurs ont analysé les déterminants du vote dans les pays développés. L'objectif de notre article est d'analyser les facteurs économiques explicatifs du vote lors d'élections présidentielles dans les différents pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) entre 1990 et 2019.

Nous nous intéressons plus spécifiquement à la réélection du président sortant, en suivant la théorie sanction/récompense développée par Key (1966). Nous partons des travaux empiriques de Brender et Drazen (2008) en ajoutant certaines variables économiques que ces auteurs n'avaient pas retenues telles que le chômage, les IDE, l'aide publique au développement et le niveau d'endettement. Nous utilisons également des variables sociopolitiques (nombre de tours de l'élection, nombre de mandats du président sortant, degré de liberté politique, degré de liberté civique des citoyens, ethnie du président sortant) que Brender et Drazen (2008) ignorent également dans leur modèle. De plus, Brender et Drazen (2008) ne considèrent que quelques pays de l'UEMOA alors que cet article se propose d'analyser l'ensemble des pays de cette zone.

L'article est organisé comme suit. La première section est consacrée à une revue synthétique de la littérature. Les sections deux et trois présentent respectivement les faits stylisés et la méthodologie adoptée. L'analyse et la discussion des résultats sont abordées dans la quatrième section.

1. REVUE DE LA LITTÉRATURE

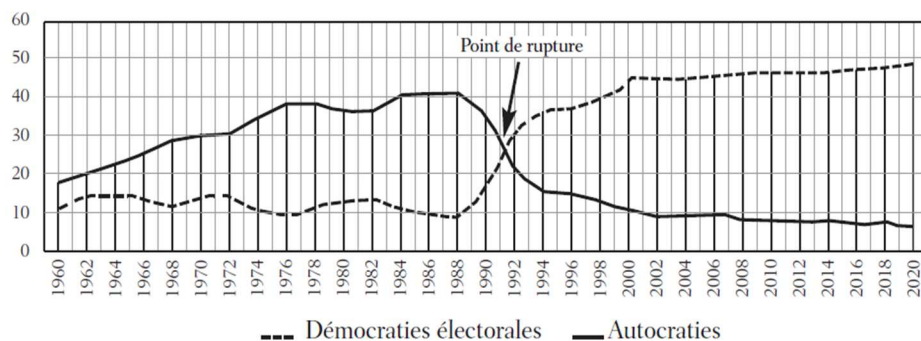
Les sciences économiques, depuis le travail fondateur de Downs (1951) et les travaux économétriques de Kramer (1971), ont fourni plusieurs explications économiques du vote et testé l'hypothèse de rationalité de l'électeur. A la suite des travaux de Downs (1951), la théorie des cycles politico-économiques de Nordhaus (1975) stipule que les présidents sortants ont tendance à stimuler l'activité économique avant les élections afin de gagner des voix. Dubois (2007) propose une synthèse des modèles explicatifs du vote pour analyser les résultats des élections françaises entre 1976 à 2006. Il présente un bilan global des différentes études réalisées sur la question et montre que la conjoncture économique a un impact significatif sur les résultats des élections. Auberger (2005) montre quant à lui l'influence positive du taux de croissance du PIB réel sur le vote en France en utilisant des données trimestrielles au niveau national. Persson et Tabellini (2002) étudient les effets de la politique budgétaire sur les résultats des élections. Ils montrent l'impact positif de la baisse des taxes sur les chances de réélections du président sortant. Cameron et Crosby (2000) analysent l'impact de certaines variables macroéconomiques sur les résultats des élections fédérales en Australie. Ces auteurs arrivent à la conclusion que l'électorat pénalise un gouvernement dans le cas d'une forte inflation et d'un chômage élevé. Klomp et De Haan (2013) montrent, dans le cadre des pays européens, asiatiques et américains, l'impact de certaines variables économiques telles que le déficit budgétaire, le PIB par tête, l'inflation, le chômage, le revenu par habitant et la politique monétaire sur la réélection du président sortant.

En Afrique subsaharienne, la question des déterminants du vote prend une autre forme à cause du caractère socio-culturel que revêtent les élections. A cet effet, Sindjoun (2000) montre que dans les sociétés africaines, la solidarité préexiste aux choix politiques et que par conséquent le vote devient largement une affaire de revendications d'appartenance et de conflit d'identité. Banégas (1998) souligne les effets de la corruption sociale sur les résultats électoraux au Bénin. Jacquemot (2020) met en évidence que les électeurs africains s'identifient à la catégorie ethnique de leur président mais sans que cela ait un impact pour les élections nationales à cause des nombreuses coalitions multiethniques. Au-delà des caractères socio-culturels, Brender et Drazen (2008) établissent un lien entre des variables économiques et les résultats des élections en Afrique subsaharienne. Ils dégagent l'existence d'un cycle politico-économique. Ils montrent ainsi que le déficit budgétaire, le PIB par tête et l'inflation influent sur la réélection du président ou du parti sortant.

2. FAITS STYLISÉS

Après leur accession à l'indépendance, la plupart des pays africains vivaient sous le régime de parti unique caractérisé par l'absence d'élection combinée à un régime autocratique. C'est à partir de 1991 que beaucoup de ces pays adoptèrent le régime multipartite avec à la clé des élections libres, démocratiques et générales. Le graphique 1 présente l'évolution des régimes politiques en Afrique entre 1960 et 2020.

Graphique 1 : Evolution des régimes politiques en Afrique



Source : P. Jacquemot, *De l'élection à la démocratie en Afrique (1960-2020)*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2020.

Le graphique 1 montre qu'il existait plus de régimes autocratiques entre 1960 et 1990 et que la tendance s'est inversée à partir de 1991. Ainsi, le nombre de régimes autocratiques a fortement diminué pour céder la place à des démocraties électORALES. Par exemple en 2020, il y avait près de 50 démocraties électORALES contre 8 régimes autocratiques. De nouvelles constitutions furent à l'origine de cette rupture avec la disparition de régimes dictatoriaux et des institutions qui les avaient forgés. Les pays de la zone UEMOA ont pour la plupart adopté les mêmes systèmes électORAUX et commencé à élire leurs dirigeants à travers des élections libres.

Le tableau 1 présente les différents modes de scrutin pour les élections nationales (présidentielles et législatives) dans la zone UEMOA. Tous les pays de l'UEMOA utilisent le scrutin majoritaire uninominal à deux tours lors d'élections présidentielles. Toutefois, le tableau 1 révèle que des méthodes de scrutin différentes sont utilisées lors d'élections législatives. Pour élire leurs députés, certains se basent sur une méthode proportionnelle (Bénin, Burkina Faso, Guinée Bissau et Togo), d'autres utilisent une règle majoritaire (Côte d'Ivoire et Mali) et un dernier groupe se fonde

sur une procédure mixte combinant les méthodes proportionnelle et majoritaire (Niger et Sénégal). Il faut préciser en outre que tous les pays de la zone UEMOA ont une seule chambre parlementaire (monocaméralisme) à l'exception de la Côte d'Ivoire qui en a deux (bicaméralisme).

Tableau 1 : Modes de scrutin pour les élections nationales dans la zone UEMOA

Pays	Présidentielles	Législatives	Structure du parlement
Bénin	<i>Scrutin majoritaire uninominal à deux tours</i>	<i>Proportionnel</i> : Scrutin direct de liste à la représentation proportionnelle.	<i>Monocaméral</i>
Burkina Faso		<i>Proportionnel</i> : Scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges selon le quotient électoral simple et au plus fort reste.	<i>Monocaméral</i>
Côte d'Ivoire		<i>Majoritaire</i> : Scrutin direct à la majorité simple (un tour)	<i>Bicaméral</i>
Guinée-Bissau		<i>Proportionnel</i> : Scrutin de liste proportionnel (listes fermées)	<i>Monocaméral</i>
Mali		<i>Majoritaire</i> : Scrutin de liste majoritaire à 2 tours (majorité absolue au premier tour, majorité simple au second). Seuls les deux présidents ou listes les mieux placés peuvent participer au second tour.	<i>Monocaméral</i>
Niger		<i>Mixte</i> : Scrutin proportionnel de liste, avec répartition proportionnelle des sièges sur la base du quotient simple et de la règle du plus fort reste pour les circonscriptions ordinaires. Scrutin majoritaire uninominal à un tour pour les circonscriptions spéciales et uninominales.	<i>Monocaméral</i>
Sénégal		<i>Mixte</i> : - Scrutin majoritaire de liste pour 105 sièges attribués aux élus issus des circonscriptions (départements). - Scrutin proportionnel de liste au niveau national (pour 60 sièges), avec répartition selon le système du quotient simple, sur la base des listes de présidents présentées par les partis, les coalitions de partis et les indépendants.	<i>Monocaméral</i>
Togo		<i>Proportionnel</i> : Scrutin de listes bloquées	<i>Monocaméral</i>

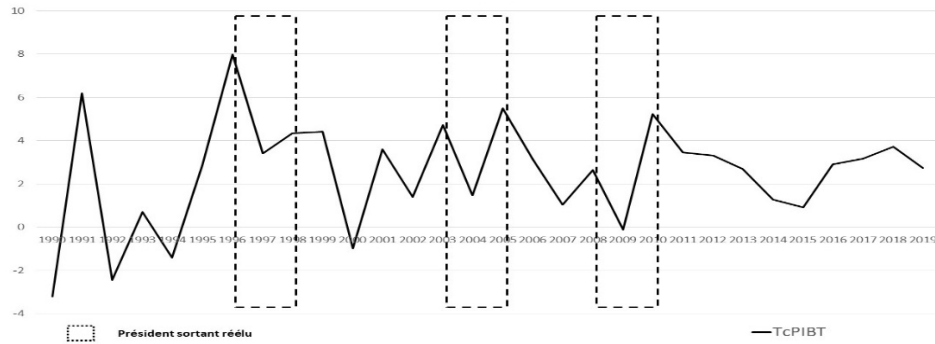
Source : Auteurs à partir des codes électoraux des pays de l'UEMOA.

Tableau 2 : Nombre d'élections et de réélections dans la zone UEMOA de 1990 à 2019

	Elections présidentielles		Elections législatives	
	Total	Réélections	Total	Réélections
Bénin	6	2	7	4
Burkina Faso	5	4	6	4
Côte d'Ivoire	6	3	5	3
Guinée-Bissau	6	4	5	4
Mali	6	3	5	2
Niger	6	2	8	3
Sénégal	5	3	6	4
Togo	6	6	6	4
<i>Total</i>	<i>46</i>	<i>27</i>	<i>48</i>	<i>28</i>

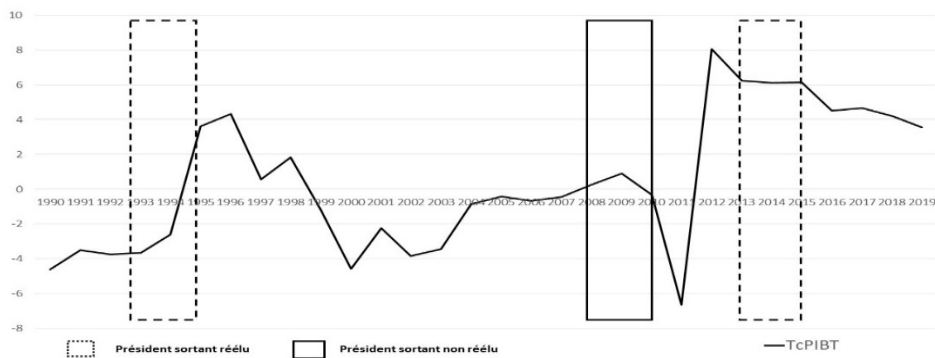
Source : Auteurs à partir des bases de données African Elections Database de 1990 à 2012 et World Political Leaders 1945-2019 de Zarate's Political Collection (ZPC).

Graphique 2 : Evolution du PIB par tête et réélection/non-réélection du président sortant au Burkina Faso de 1990 à 2019



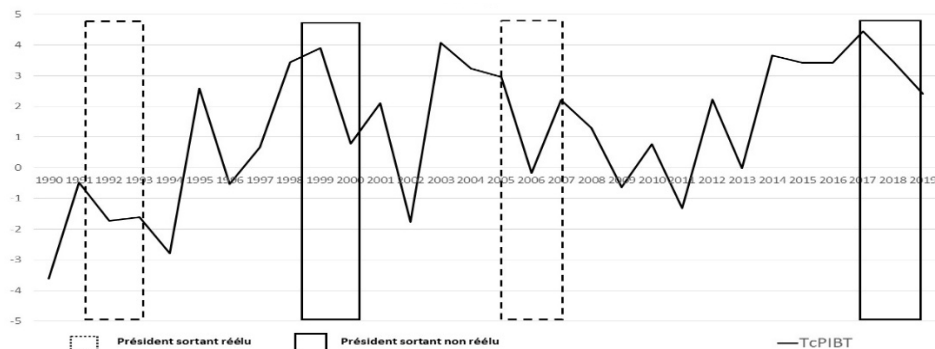
Source : Calcul des auteurs à partir de données de la Banque mondiale.

Graphique 3 : Evolution du PIB par tête et réélection/non-réélection du président sortant en Côte d'Ivoire de 1990 à 2019



Source : Calcul des auteurs à partir de données de la Banque mondiale.

Graphique 4 : Evolution du PIB par tête et réélection/non-réélection du président sortant au Sénégal de 1990 à 2019

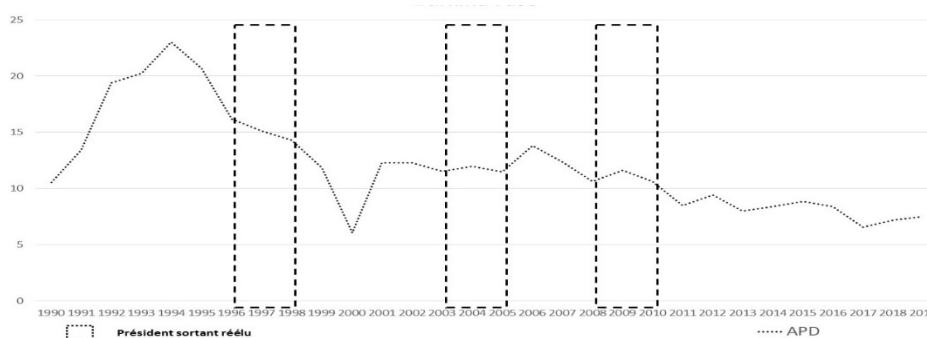


Source : Calcul des auteurs à partir de données de la Banque mondiale.

L'histoire politique dans la zone UEMOA de 1990 à 2019 est caractérisée par de nombreuses victoires du sortant (réélection) soit un taux de 59% (27/46) pour les élections présidentielles et 58% (28/48) pour les élections législatives. Le Tableau 2 présente ainsi le nombre d'élections voire de réélections du président ou de l'équipe sortante.

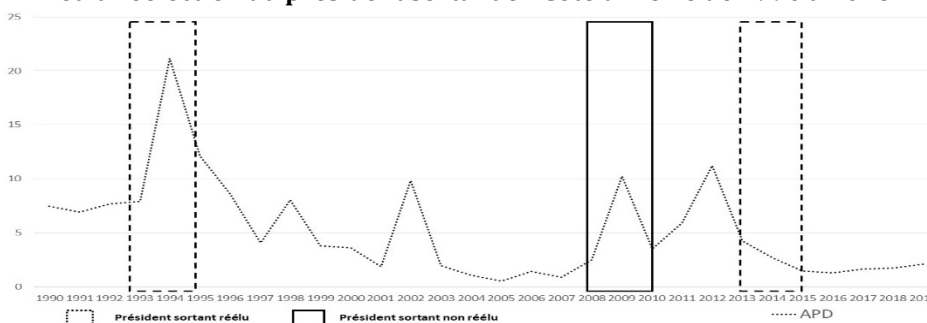
Au niveau socioéconomique, une apparente hétérogénéité caractérise les pays. La croissance économique n'a pas vraiment été au rendez-vous au début du multipartisme dans la zone. Les pays de l'UEMOA ont connu des conjonctures économiques très difficiles avec l'échec des plans d'ajustement structurel combiné à des régimes autocratiques. Les graphiques 2, 3 et 4 montrent l'évolution du PIB par tête et la réélection voire la non-réélection du président sortant au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Sénégal.

Graphique 5 : Evolution de l'aide publique au développement (en % du RNB) et la réélection du président sortant au Burkina Faso de 1990 à 2018



Source : Calcul des auteurs à partir de données de la Banque mondiale.

Graphique 6 : Evolution de l'aide publique au développement (en % du RNB) et la réélection du président sortant en Côte d'Ivoire de 1990 à 2018



Source : Calcul des auteurs à partir de données de la Banque mondiale.

Le graphique 2 permet de constater une absence de corrélation entre la réélection du président sortant et l'évolution du PIB par tête au Burkina Faso. Une situation similaire est observée pour les cas de la Guinée Bissau, du Niger et du Togo (voir graphique 7, annexe 1). A ce niveau, il semble que l'évolution du PIB par tête n'ait pas d'effet sur la réélection ou la non-réélection du président sortant.

Le graphique 3 montre, lui, une certaine corrélation entre l'évolution du PIB par tête et la réélection du président sortant. Ainsi une augmentation du PIB par tête coïncide avec la réélection du président sortant et une baisse avec sa non-réélection

en Côte d'Ivoire. Une situation similaire est observée pour le cas du Bénin (voir graphique 8, annexe 1).

Le graphique 4 présente un résultat contre-intuitif au Sénégal : le président sortant n'est pas réélu au moment où on observe un accroissement significatif du PIB par tête. Il est par contre réélu lorsque le pays est en récession. Le Mali présente une situation similaire à celle du Sénégal (voir graphique 9, annexe 1).

La conjoncture économique internationale pourrait d'une certaine manière avoir aussi des effets sur la réélection du président sortant à travers l'aide publique au développement (APD). A cet effet, les graphiques 5 et 6 présentent l'évolution de l'aide publique au développement (en % du revenu national brut) et la réélection ou la non-réélection du président sortant dans les différents pays de l'UEMOA. Deux scénarios apparaissent.

Dans certains cas, il n'existe aucune corrélation apparente entre l'aide publique au développement et la réélection du président sortant. Cette tendance est observée au Burkina Faso (graphique 5). Cette même tendance est observée au Bénin, au Mali, au Niger et au Togo (voir graphiques 10 et 11, annexe 2).

Dans d'autres cas il existe une corrélation entre l'aide publique au développement et la réélection voire la non-réélection du président sortant. L'augmentation de l'aide publique au développement permet d'accroître les chances de réélection du président sortant et sa baisse entraîne sa non-réélection, comme dans le cas de la Côte d'Ivoire (graphique 6), même si les élections ivoiriennes de 2010 présentent un résultat contre-intuitif. Une situation semblable est observée en Guinée Bissau et au Sénégal (voir graphique 12, annexe 2).

3. MÉTHODOLOGIE

Les travaux de Fair (1978) ont permis de dresser une relation entre des facteurs économiques et les résultats des élections. Son modèle s'appuie sur les élections présidentielles en expliquant l'influence des fluctuations conjoncturelles sur les résultats électoraux. Ce modèle est intéressant dans la mesure où il intègre les approches théoriques définies par Downs (1957) et Kramer (1971). Dans son modèle, Fair (1978) retient une fonction d'utilité individuelle, une fonction d'utilité agrégée et trois blocs de variables : les variables politiques (appartenance partisane et nouvelle candidature du sortant), les variables économiques qui reflètent les performances économiques passées du parti et un ensemble de variables spécifiques à l'électeur et indépendant des autres variables.

Brender et Drazen (2008) s'inspirent du modèle de Fair (1978) et montrent l'influence de certaines variables économiques sur les chances de réélection du président sortant. Toutefois et contrairement à Fair (1978), la technique qu'ils utilisent consiste à estimer l'effet des facteurs économiques sur les résultats des élections dans plusieurs pays en faisant la distinction entre pays développés et pays en voie de développement.

Nous utilisons dans le cadre de cet article le modèle de Brender et Drazen (2008) à la différence que nous travaillons sur un seul groupe de pays (les pays de l'UEMOA) dans le cas d'élections présidentielles.

L'échantillon de notre étude est composé des huit pays membres de l'UEMOA et couvre la période de 1990 à 2019. Pour mieux mesurer l'impact des variables économiques sur les chances de réélection du président sortant, nous partons de l'hypothèse que cette influence pourrait être observée durant l'année électorale et les deux années précédant l'élection. Cette hypothèse permet d'éliminer les élections tenues après une période de transition suite à la démission, le décès du président sortant ou après un coup d'Etat.

La variable **REELEC** que nous cherchons à expliquer concerne ici les élections présidentielles (21 réélections sur 30 élections régulières). Elle prend la valeur 1 si le président sortant est réélu et 0 sinon. Cette variable ainsi que les données concernant le nombre de tours et le nombre de mandats sont tirées de deux sources : African Elections Database de 1990 à 2012 et World Political Leaders 1945-2019 de Zarate's Political Collection (ZPC) pour les élections présidentielles. Les données économiques sont issues de la Base de données de la Banque mondiale et les données politiques de Polity IV Database de 1995 à 2019.

Pour les variables explicatives, la situation économique est prise en compte par les variables suivantes.

- **TcPIBT** : taux de croissance du produit intérieur brut par habitant.
- **IDE** : les investissements directs étrangers sont les entrées nettes d'investissements pour acquérir une participation de 10% ou plus des actions avec droit de vote dans une entreprise opérant dans une économie autre que celle de l'investisseur. Les IDE sont exprimés en pourcentage du PIB.
- **APD** : l'aide publique au développement nette comprend les décaissements de prêts consentis à des conditions concessionnelles (nets des remboursements du principal) et les dons par les agences officielles des membres du Comité d'aide au développement (CAD) par les institutions multilatérales et par les pays non membres du CAD. Les APD sont rapportées au RNB.
- **DETTERNB** : le service total de la dette est la somme des remboursements du principal et des intérêts effectivement payés en devises, biens ou services sur la dette à long terme, les intérêts payés sur la dette à court terme et les remboursements (rachats et frais) au FMI. Le niveau d'endettement est rapporté au RNB.
- **DCFAPu** : les dépenses de consommation finale des administrations publiques (anciennement la consommation des administrations publiques) comprennent toutes les dépenses courantes des administrations publiques pour les achats de biens et services ainsi que la rémunération des agents salariés. DCFAPu comprend également la plupart des dépenses de défense et de sécurité nationales, mais exclut les dépenses militaires du gouvernement qui font partie de la formation de capital du gouvernement. La consommation des administrations publiques est rapportée au PIB (en %).
- **CHO** : taux de chômage défini comme la part de la population active sans travail mais disponible et à la recherche d'un emploi.

L'inflation n'a pas été retenue comme variable car elle présente souvent une relation inverse avec le chômage.

En vue de mieux prendre en compte les impacts de la conjoncture économique, les variables sont mesurées à $t = 0$: année électorale (Var0), à $t = 1$: première année avant l'élection (Var1), en moyenne sur les deux ans avant l'élection (Var_moy).

Les variables sociopolitiques sont définies par :

- **TOUR** : indique le tour qui clôture l'élection (0 pour le premier tour et 1 pour le second) ;
- **MAN** : désigne le nombre de mandats du sortant ou de son parti avant les élections ;
- **POL** : indique le degré des libertés politiques pour les partis politiques. Plus l'indice est proche de 0 plus le régime s'apparente à une dictature et dans le cas inverse pour une véritable démocratie (pour un indice égal à 7) ;
- **CIV** : indique le degré des libertés civiles des citoyens. Il varie de la même manière que POL entre 0 et 7 ;
- **ETHNIE** : indique l'ethnie d'appartenance du sortant. Si son ethnie est majoritaire dans le pays alors la variable prend la valeur 1 et 0 sinon ;
- **FRAG** : l'indice de fragmentation est calculé en utilisant la formule de concentration d'Herfindahl pour refléter les différences significatives entre les scénarios

possibles de distribution des sièges parlementaires entre les partis politiques. Plus il est proche de 0 plus le pouvoir est concentré entre les mains d'un petit nombre de partis et inversement. Il s'agit ici de la composition de l'Assemblée nationale avant l'élection présidentielle ;

- **POP_15** : population âgée entre 15 et 65 ans en pourcentage de la population totale ;
- **POP_65** : population âgée de plus de 65 ans en pourcentage de la population totale.

Le choix des variables économiques s'appuie sur la plupart des travaux antérieurs (Brender et Drazen, 2008 ; Dubois, 2007 ; Klomp et De Haan, 2013). L'ajout des variables sociopolitiques dans le modèle se justifie en se référant aux conclusions de Banégas (1998), Sindjoun (2000) et Jacquemot (2020) qui ont souligné que le vote, notamment en Afrique, n'est pas uniquement expliqué par la situation économique.

Les statistiques descriptives sont données dans les tableaux 3 et 4.

Dans le tableau 3, nous pouvons noter que la fréquence de réélection du sortant est très élevée (70% des cas) dans la zone UEMOA et ceci est souvent associé à une élection au premier tour (60% des cas). Le fait que le président sortant appartienne à l'ethnie majoritaire n'est pas toujours décisif quant à sa réélection. En effet, sur 70% de réélection, le président sortant n'a été membre de l'ethnie majoritaire que dans 56,7 % des cas.

Tableau 3 : Statistiques descriptives des variables binaires pour les 8 pays de l'UEMOA

		Nombre	%
REELEC	0	9	30,0
	1	21	70,0
	Total	30	100,0
TOUR	0	18	60,0
	1	12	40,0
	Total	30	100,0
ETHNIE	0	13	43,3
	1	17	56,7
	Total	30	100,0

Source : Calcul des auteurs.

Le tableau 4 donne les statistiques descriptives des variables qui ne sont pas binaires. Comme nous travaillons sur des données de panel (dépendant de i et de t), le tableau fait ressortir la variabilité totale (overall) de chaque variable qui se décompose en une somme de la variabilité intrapays (within) et de la variabilité inter-pays (between) pour chacune des variables considérées.

La variabilité des données est tantôt plus expliquée par la variabilité inter pays (between) tantôt plus par la variabilité intra pays (within) dans la zone UEMOA. Pour certaines variables comme POL par exemple, le tableau 4 montre un écart-type inter pays de 1,39 contre un écart-type intra pays de 0,88, ce qui veut dire que c'est la variabilité entre les pays qui prédomine illustrant une certaine hétérogénéité du degré de liberté pour les partis politiques dans la zone UEMOA. Par contre, pour d'autres variables comme le taux de croissance (TcPIBT0), c'est la variabilité intra pays (3,59) qui domine la variabilité inter pays (2,25) montrant une certaine homogénéité des taux de croissance dans la zone UEMOA.

La méthode d'estimation que nous utilisons est celle de Brender et Drazen (2008) basée sur l'estimation d'un modèle Probit¹ avec un panel non cylindré.

¹ Il faut préciser que nous travaillons ici sur une distribution normale en lieu et place d'une distribution logistique sur laquelle se focalisent Brender et Drazen (2008).

Tableau 4 : Statistiques descriptives des autres variables

Variables	Moyenne	Ecart-type	Min	Max	
FRAG	overall	0,49	0,25	0	0,83
	between		0,17	0,34	0,74
	within		0,19	0,10	0,79
MAN	overall	2,53	2,10	1	8
	between		1,51	1	5,4
	within		1,46	1,333	7,2
POL	overall	3,77	1,63	2	7
	between		1,39	2,2	5,67
	within		0,88	2,1	5,77
CIV	overall	3,60	1,63	2	6
	between		1,39	2	5
	within		0,88	2,6	5
POP_15	overall	45,01	2,07	42,14	50,16
	between		2,18	43,41	49,61
	within		2,18	43,41	49,61
POP_65	overall	2,95	0,28	2,44	3,54
	between		0,25	2,51	3,26
	within		0,17	2,44	3,47
APD0	overall	10,97	13,31	1,45	78,71
	between		8,89	5,70	32,90
	within		10,76	-13,54	56,78
CH00	overall	4,31	2,75	0,51	11,71
	between		2,26	1,58	7,41
	within		1,60	0,29	8,70
DCFAPu	overall	13,34	3,38	7,12	22,30
	between		2,77	10,51	17,65
	within		2,42	9,59	18,78
DET-TERNBO	overall	2,00	1,88	0,47	10,45
	between		1,37	1,02	5,13
	within		1,46	-1,32	7,32
IDEO	overall	1,47	1,57	-1,51	6,17
	between		0,67	0,46	2,24
	within		1,42	-2,27	5,40
TcPIBTO	overall	1,03	4,16	-16,85	6,13
	between		2,25	-2,37	5,02
	within		3,59	-13,45	7,44

Source : Calcul des auteurs.

Le test HSIOA qui regroupe 3 tests de Fisher nous a permis de retenir une estimation d'un modèle poolé. Nous partons de l'hypothèse selon laquelle notre modèle suit une loi normale centrée et réduite et donc l'estimation a été faite par le modèle Probit :

$$P(Y_{it} = 1) = \Phi(\alpha + \beta_i X_{it})$$

Les effets marginaux sont recherchés et donnés par :

$$\frac{\partial P(Y_{it} = 1)}{\partial X_{it}} = \beta_i f(\alpha + \beta_i X_{it})$$

où f représente la densité d'une loi normale centrée réduite.

L'estimation par la méthode Probit est privilégiée car donnant un pseudo R^2 de Mc Fadden (1973) plus élevée que l'estimation par la méthode Logit.

Par ailleurs, pour les variables explicatives quantitatives, la matrice de corrélation (Tableau 5) fait ressortir qu'il n'existe pas de problèmes de multicollinéarité. En effet, la corrélation la plus forte trouvée entre deux variables (POP_15 et DCFAPu) est de 0,42.

Tableau 5 : Matrice de corrélation

	APD0	CHO0	DCFAPu0	DETTTER NB0	IDE0	TcPIBT0	POP_15	POP_65
APD0	1							
CHO0	-0.0905	1						
DCFAPu0	-0.2317	0.1030	1					
DETTTER NB0	0.1803	0.0882	-0.1947	1				
IDE0	-0.1852	0.1274	0.0865	0.0509	1			
TcPIBT0	-0.0047	-0.0722	-0.1490	0.0038	0.4145	1		
POP_15	0.2838	-0.0068	0.4248	-0.1090	-0.3110	-0.1793	1	
POP_65	0.110	-0.0007	-0.4113	0.1074	-0.1997	-0.1427	-0.2514	1

Source : Calcul des auteurs.

4. ANALYSE DES RÉSULTATS ET DISCUSSION

Comme le nombre d'observations est assez limité (30) et qu'il y a beaucoup de variables explicatives potentiellement retenues, nous avons procédé à une estimation en deux étapes². La première a permis d'identifier les variables fortement non significatives avec une p-value très élevée dépassant 30% : MAN, POL, ETHNIE, FRAG, DCFAPu1, TcPIBT1, DCFAPu_moy, TcPIBT_moy. La seconde étape a consisté à estimer à nouveau le modèle sans ces variables. Cette démarche permet d'accroître le nombre de degrés de liberté et la robustesse des estimations du modèle. Nous estimons à partir du modèle final les effets marginaux des variables socio-politiques et économiques retenues sur les chances de réélection du président sortant. Les résultats de ces estimations sont présentés dans le Tableau 6.

Nous analysons et discutons d'abord les résultats relatifs aux variables socio-politiques avant de passer en revue les conclusions concernant les variables économiques.

Il existe une relation négative et significative entre la réélection du président sortant et le nombre de tours de l'élection. Ainsi, lorsque le président sortant est conduit à un second tour, il a généralement moins de chances d'emporter les élections. En effet, sur douze résultats électoraux au second tour nous notons huit défaites pour le président sortant soit les deux tiers. Cela peut être dû en partie au regroupement des partis d'opposition sous forme de coalition entre le premier et le second tour pouvant faire perdre le président sortant.

Le niveau de la démocratie mesuré par la variable CIV (indice des libertés civiques) impacte aussi sur la réélection du président sortant. Plus un pays a un indice de libertés civiques élevé, moins le président sortant a des chances d'être réélu. En d'autres termes, un régime plus démocratique tend à diminuer les chances de réélection du président sortant.

Pour les variables économiques, il apparaît que le chômage, les IDE, l'aide publique au développement et la dette ont des effets significatifs, soit lors de l'année électorale, un an avant, ou encore en prenant la moyenne des deux années précédant l'élection. Nous constatons ainsi que la hausse de l'aide publique au développement en % du RNB durant l'année électorale et l'année précédant l'élection augmente les chances de réélection du président sortant. La hausse du niveau d'endettement rapporté au RNB, lors de l'année précédant l'élection ou la moyenne des deux années avant l'élection, a un impact significatif et négatif sur la réélection du président sortant. Ce résultat pourrait s'expliquer par la volonté des électeurs de sanctionner les excès d'endettement avant les élections, anticipant les effets négatifs du remboursement à venir sur leur niveau de revenu.

² Les résultats des différentes estimations sont présentés en annexe 3.

Tableau 6 : Analyse des effets marginaux sur la probabilité de réélection du sortant

(1) Variables socio-politiques		(2) Variables économiques à l'année de l'élection	
2. TOUR	-0,4947***	2. TOUR	-0,6315***
FRAG	-0,1070	APD0	0,0393*
CIV	-0,1329**	CHO0	-0,0688***
POP_15	0,0808	TcPIBT0	-0,0031
POP_65	-0,3713	IDE0	0,0797**
Wald chi2(6) = 453,76 Prob > chi2 = 0.0000 n = 30		Wald chi2(5) = 1197,53 Prob > chi2 = 0.0000 n = 30	
(3) 1 an avant l'année de l'élection		(4) Moyenne des 2 ans avant l'élection	
2. TOUR	-0,5916***	2. TOUR	-0,5735***
APD1	0,0153*	APD_moy	0,0140
CHO1	-0,0579***	CHO_moy	-0,0567***
DETTERNB1	-0,0275**	DETTERNB_moy	-0,0264**
IDE1	0,0307*	IDE_moy	0,0449**
Wald chi2(5) = 95,75 Prob > chi2 = 0.0000 n = 30		Wald chi2(5) = 2244,61 Prob > chi2 = 0.0000 n = 30	

Le tableau présente les coefficients des effets marginaux avec des seuils de significativité de 1% (***), 5% (**) et 10% (*), respectivement.

Source : Calcul des auteurs.

Le taux de chômage pendant l'année de l'élection, l'année précédente et la moyenne des deux années avant l'élection a un impact significatif et négatif sur la possibilité de réélection du président sortant. Ce résultat est confirmé dans d'autres contextes par Jérôme et Jérôme-Speziari (2007) et Auberger (2005). La hausse de la proportion des IDE dans le PIB pendant l'année électorale, un an avant et la moyenne sur les deux années précédant l'élection, impacte positivement et significativement sur les chances de réélection du président sortant. Ce résultat paraît s'expliquer par le fait que les IDE peuvent favoriser l'emploi et les revenus.

CONCLUSION

L'objectif de cet article était d'étudier les déterminants du vote dans les pays de l'UEMOA lors d'élections présidentielles. A cet effet et en nous inspirant du modèle de Brender et Drazen (2008), nous avons montré que des variables sociopolitiques telles que le nombre de tours de l'élection et l'augmentation des libertés civiques ont un impact défavorable sur les chances de réélection du président sortant. Nos résultats montrent aussi l'influence de la situation économique. Le chômage et la hausse de l'endettement amenuisent les chances de réélection du président sortant. L'accroissement des IDE et de l'aide publique au développement favorisent ses chances de réélection.

Il convient toutefois de noter que ces résultats méritent d'être nuancés car notre analyse repose sur un faible nombre d'observations. Nos travaux pourraient être approfondis de différentes manières concernant les variables considérées (part des électeurs jeunes, etc.) en fonction des statistiques disponibles. Une extension de la base de données aux sept autres pays de la CEDEAO serait aussi à envisager en vue de confirmer voire d'infirmer les conclusions de cet article. Toutefois, cela pourrait soulever d'autres difficultés liées à l'hétérogénéité des données car ces pays ont des systèmes électoraux quelque peu différents de ceux de la zone UEMOA.

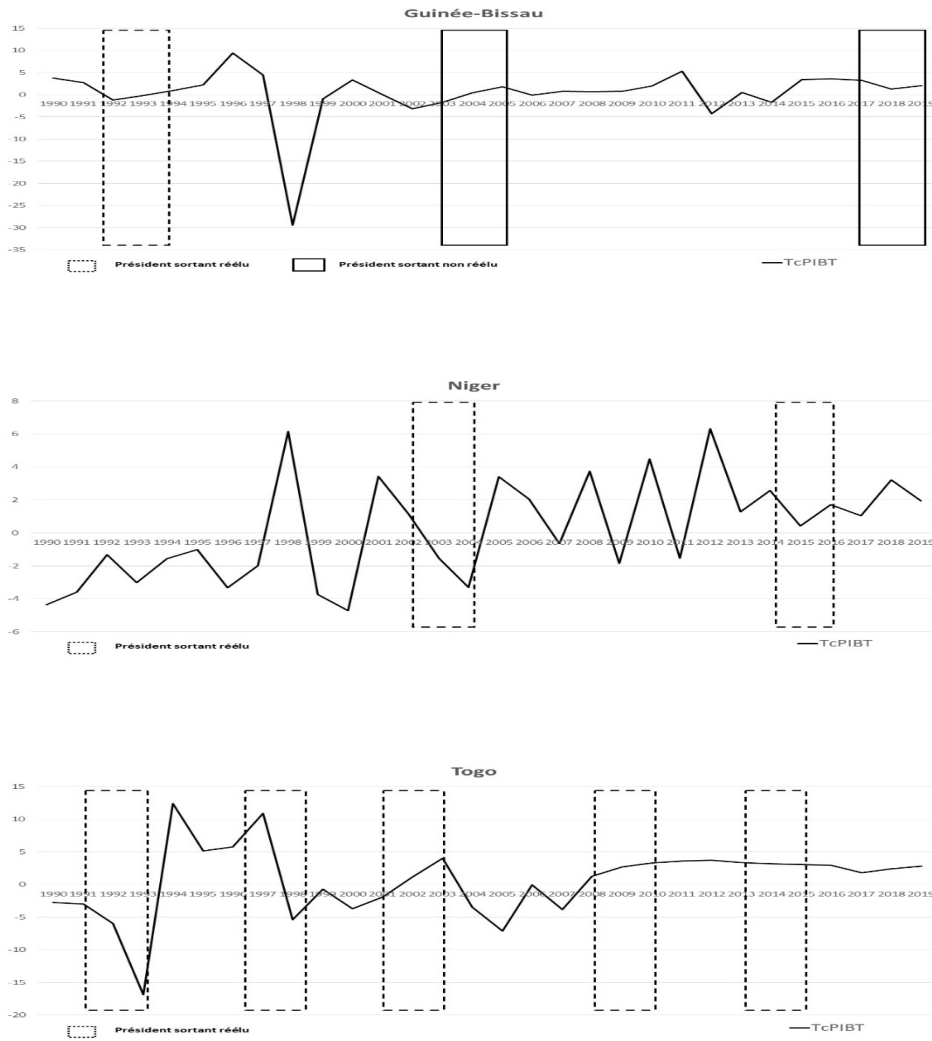
REFERENCES

- Auberger A.**, 2005, Forecasts of the 2004 French European Election, *Swiss Political Science Review*, 11, 3, 61-78.
- Banégas R.**, 1998, *La politique clientélaire : Marchandisation du vote, citoyenneté et consolidation démocratique au Bénin*, PUF, Paris.
- Brender A., Drazen A.**, 2008, How do budget deficits and economic growth affect reelection prospects? Evidence from a large panel of countries, *American Economic Review*, 98, 5, 2203-2220.
- Cameron L., Crosby M.**, 2000, It's the economy stupid: Macroeconomics and federal elections in Australia, *Economic Record*, 76, 235, 354-364.
- Dodson B.M., Rota-Graziosi G., Vergne C.**, 2012, Breaking the wave of democracy: The effect of foreign aid on the incumbent's re-election probability. CERDI, Etudes et Documents.
- Downs A.**, 1957, An Economic Theory of Political Action in Democracy, *Journal of Political Economy*, 65, 135-150.
- Dubois E.**, 2007, Les déterminants économiques du vote 1976-2006 : trente ans de fonctions de vote en France, *Revue d'économie politique*, 2, 117, 243-270.
- Fair R.**, 1978, The Effects of Economic Event on Votes for President, *Review of Economic and Statistics*, 60, 159-173.
- Haubert M., Sachs I.**, 1978, Pour une économie politique du développement, *Études de planification*, *Tiers Monde*, 455-456.
- Hibbs D. A.**, 1977, Political Parties and Macroeconomic Policy, *American Political Science Review*, 71, 4, 387-420.
- Jacquemot P.**, 2020, Trente ans d'élections en Afrique : bilan et défis nouveaux, *Pouvoirs*, 4, 175, 131-145.
- Jérôme B., Jérôme-Spéziari V.**, 2007, Présidentielle : ce que prévoit la simulation des économistes, *L'Expansion*, 25/01/07.
- Key V. O. Jr.**, 1966, *The responsible electorate: rationality in presidential voting*, Harvard University Press.
- Klomp J., De Haan J.**, 2013, Political budget cycles and election outcomes, *Public Choice*, 157, 245-267.
- Kramer G. H.**, 1971, Short Run Fluctuations in U.S. Voting Behavior, 1896-1964, *American Political Science Review*, 65, 131-143.
- Leigh A.**, 2004, L'économie mondiale fait-elle basculer les élections nationales? Document de travail 485, École de recherche en sciences sociales, Université nationale australienne.
- McFadden D.**, 1973, Conditional logit analysis of qualitative choice behavior, Chapter 4, in P. Zarembka (Ed.) *Frontiers in Econometrics*, Academic Press, New York, 105-142.
- Nordhaus W.**, 1975, The Political Business Cycle, *The Review of Economic Studies*, 42, 2, 169-190.
- Persson T., Tabellini G.**, 2002, Political Economics and Public Finance, Chap. 24, in A.J. Auerbach and M. Feldstein (Eds), *Handbook of Public Economics*, vol. 3.
- Radelet S.**, 2006, A Primer on Foreign Aid, Working Paper 92, Centre for Global Development.
- Sindjoun L.**, 2000, Le paradigme de la compétition électorale dans la vie politique : entre tradition de monopole politique, Etat parlementaire et Etat seigneurial, in Sindjoun L., *La révolution passive au Cameroun, Etat, société et changement*, Karthala Codesria.

ANNEXES

Annexe 1. Evolution du PIB par tête et la réélection/non-reelection du président sortant

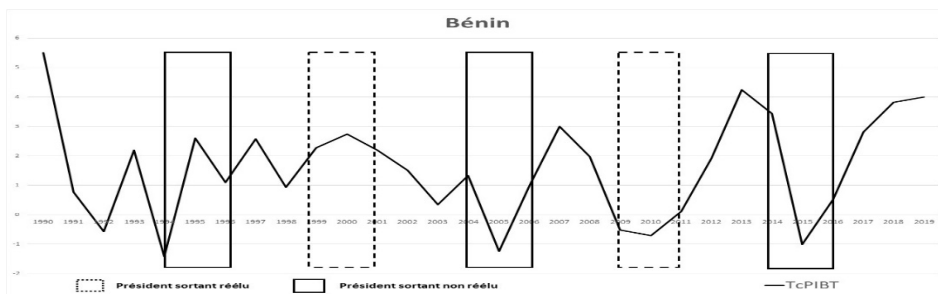
Graphique 7 : Evolution du PIB par tête et réélection/non-réélection du président sortant en Guinée Bissau, au Niger et au Togo de 1990 à 2019



Source : Calcul des auteurs à partir de données de la Banque mondiale.

Le graphique 7 montre une absence de corrélation entre l'évolution du PIB par tête et la réélection/non-réélection du président sortant pour ces trois pays.

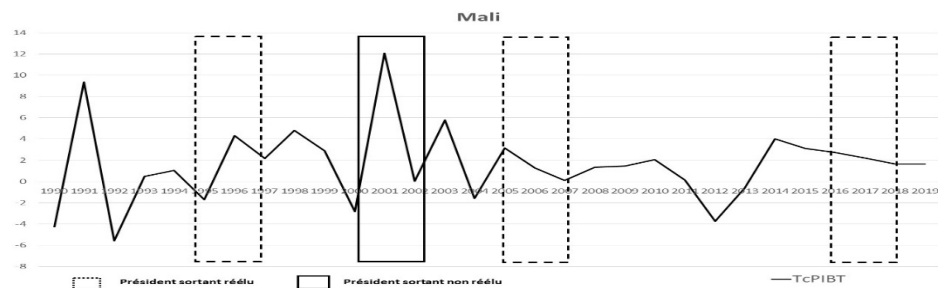
Graphique 8 : Evolution du PIB par tête et réélection/non-réélection du président sortant au Bénin et au Mali de 1990 à 2019



Source : Calcul des auteurs à partir de données de la Banque mondiale.

Le graphique 8 montre qu'un accroissement du PIB par tête coïncide avec la réélection du président sortant et que sa baisse coïncide avec sa non-réélection au Bénin.

Graphique 9 : Evolution du PIB par tête et réélection/non-réélection du président sortant au Bénin et au Mali de 1990 à 2019

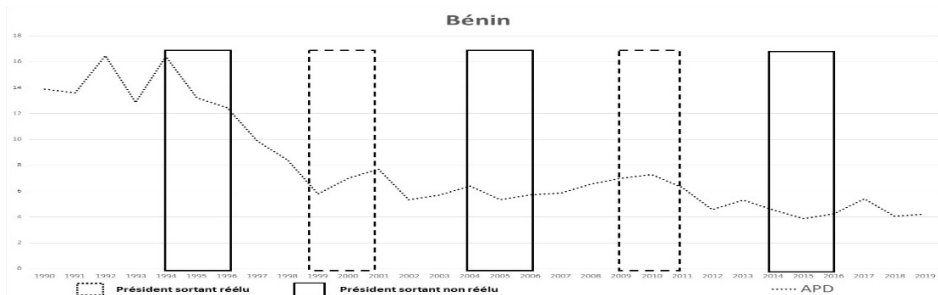


Source : Calcul des auteurs à partir de données de la Banque mondiale.

Le graphique 9 semble montrer que le Président sortant est réélu en période de récession et non réélu lorsque le taux de croissance du PIB par tête augmente au Mali.

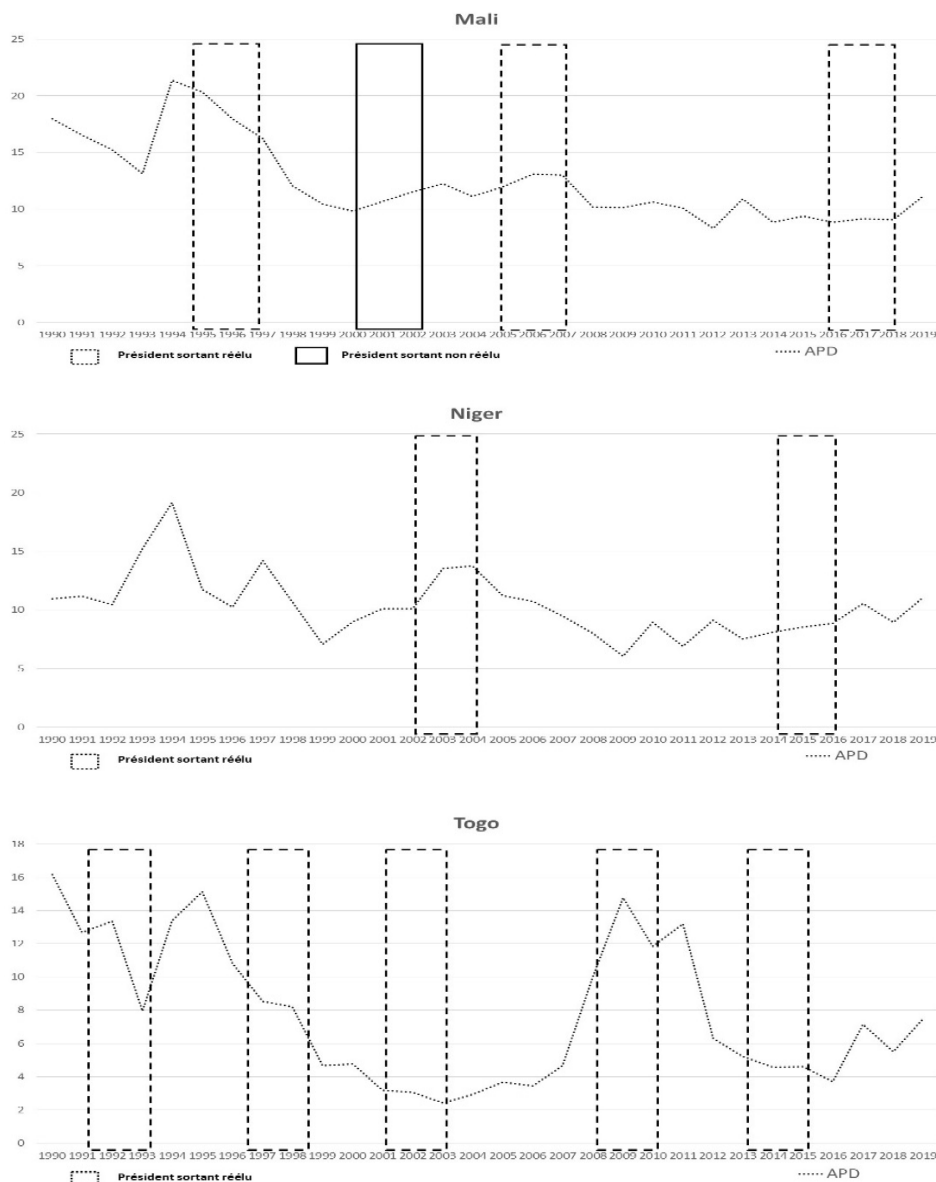
Annexe 2. Evolution de l'aide publique au développement (en % du RNB) et la réélection/non-réélection du président sortant

Graphique 10 : Evolution de l'aide publique au développement (en % du RNB) et la réélection du président sortant au Bénin de 1990 à 2018



Source : Calcul des auteurs à partir de données de la Banque mondiale.

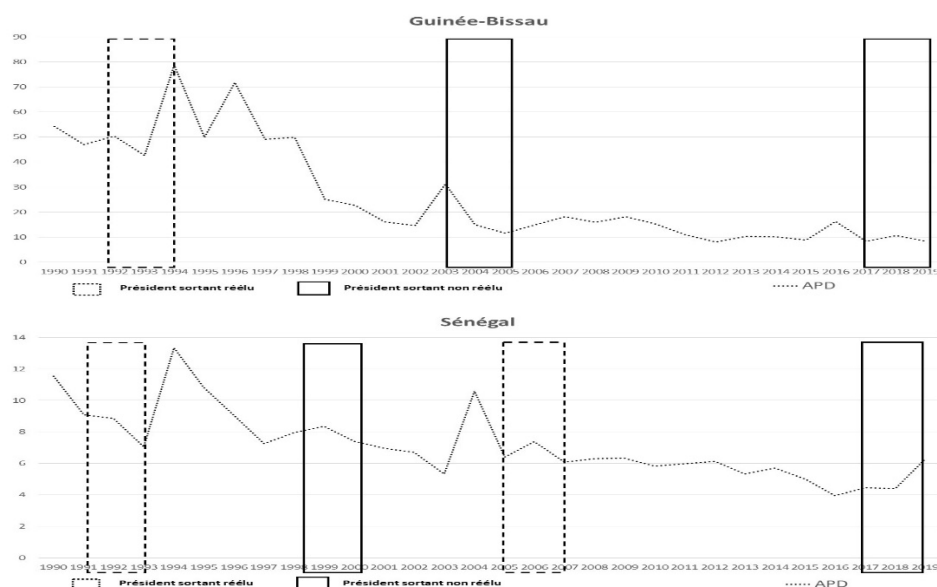
Graphique 11 : Evolution de l'aide publique au développement (en % du RNB) et la réélection du président sortant pour les cas du Mali, du Niger et du Togo de 1990 à 2018



Source : Calcul des auteurs à partir de données de la Banque mondiale.

Les graphiques 10 et 11 montrent une absence de corrélation apparente entre l'évolution de l'aide publique au développement et la réélection/non-réélection du président sortant pour les cas du Bénin, du Mali, du Niger et du Togo.

Graphique 12 : Evolution de l'aide publique au développement (en % du RNB) et la réélection du président sortant pour les cas de la Guinée Bissau et du Sénégal de 1990 à 2018



Source : Calcul des auteurs à partir de données de la Banque mondiale.

Le graphique 12 semble révéler qu'un accroissement de l'aide publique au développement par tête durant l'année électorale voire deux ans avant la tenue des élections permet d'élire le président sortant en Guinée Bissau et au Sénégal.

Annexe 3. Résultats des différentes estimations économétriques

1. Estimation des variables socio-politiques

a. Première estimation

	dy/dx	Delta-method Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]
FRAG	-.2032089	.1081905	-1.88	0.060	-.4152585 .0088406
MAN	.0088407	.0106261	0.83	0.405	-.011986 .0296674
TOUR	-.4698971	.0585207	-8.03	0.000	-.5845956 -.3551986
POL	.0411409	.0522221	0.79	0.431	-.0612125 .1434943
CIV	-.1827193	.0663842	-2.75	0.006	-.3128298 -.0526087
ETHNIE	.0177321	.0384899	0.46	0.645	-.0577066 .0931708
POP_15	.0846373	.040235	2.10	0.035	.0057782 .1634965
POP_65	-.3439279	.3095147	-1.11	0.266	-.9505656 .2627097

b. Deuxième estimation après élimination des variables dont la p-value est supérieure à 30%

	dy/dx	Delta-method Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]
FRAG	-.1070438	.2155577	-0.50	0.619	-.529529 .3154415
TOUR	-.4947937	.0760057	-6.51	0.000	-.6437622 -.3458252
CIV	-.1329774	.0665377	-2.00	0.046	-.2633889 -.0025659
POP_15	.0808986	.0505965	1.60	0.110	-.0182687 .1800659
POP_65	-.3713135	.3445688	-1.08	0.281	-1.046656 .304029

2. Estimation des variables économiques de l'année électorale

	dy/dx	Delta-method Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]	
TOUR	-.6315248	.168488	-3.75	0.000	-.9617552	-.3012943
APD0	.0393711	.0215919	1.82	0.068	-.0029483	.0816905
CH00	-.068882	.0266462	-2.59	0.010	-.1211075	-.0166564
IDE0	.0797315	.0370767	2.15	0.032	.0070626	.1524004
TcPIBT0	-.0031662	.0092873	-0.34	0.733	-.021369	.0150366

3. Estimation des variables de la première année précédant l'élection

a. Première estimation

	dy/dx	Delta-method Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]	
TOUR	-.5667852	.053016	-10.69	0.000	-.6706947	-.4628757
APD1	.013281	.0036017	3.69	0.000	.0062218	.0203402
CH01	-.0555842	.015905	-3.49	0.000	-.0867574	-.0244109
DCFAPu1	.006615	.0160904	0.41	0.681	-.0249217	.0381516
DETTERNB1	-.0253239	.0050733	-4.99	0.000	-.0352673	-.0153805
IDE1	.0285988	.0100977	2.83	0.005	.0088076	.0483899
TcPIBT1	-.0050008	.0071401	-0.70	0.484	-.018995	.0089935

b. Deuxième estimation après élimination des variables
dont la p-value est supérieure à 30%

	dy/dx	Delta-method Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]	
TOUR	-.5916404	.0529209	-11.18	0.000	-.6953634	-.4879174
APD1	.0153861	.009127	1.69	0.092	-.0025024	.0332747
CH01	-.0579104	.0182062	-3.18	0.001	-.0935939	-.0222269
DETTERNB1	-.0275898	.0117082	-2.36	0.018	-.0505374	-.0046421
IDE1	.0307757	.0169736	1.81	0.070	-.0024919	.0640434

4. Estimation de la moyenne des deux années précédant l'élection

a. Première estimation

	dy/dx	Delta-method Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]	
TOUR	-.5509816	.0708959	-7.77	0.000	-.689935	-.4120282
APD_moy	.0112281	.0058736	1.91	0.056	-.000284	.0227401
CHO_moy	-.0564253	.0130296	-4.33	0.000	-.081963	-.0308877
DCFAPu_moy	.0107337	.0165522	0.65	0.517	-.0217081	.0431755
DETTERNB_moy	-.0231281	.0086894	-2.66	0.008	-.040159	-.0060972
IDE_moy	.0340065	.0107322	3.17	0.002	.0129719	.0550411
TcPIBT_moy	.0145455	.0090315	1.61	0.107	-.0031559	.0322469

b. Deuxième estimation après élimination des variables
dont la p-value est supérieure à 30%

	dy/dx	Delta-method Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]	
TOUR	-.5861669	.0625442	-9.37	0.000	-.7087512	-.4635826
APD_moy	.0149991	.0131919	1.14	0.256	-.0108566	.0408547
CHO_moy	-.0580595	.016556	-3.51	0.000	-.0905088	-.0256103
DETTERNB_moy	-.0266486	.0086299	-3.09	0.002	-.0435629	-.0097342
IDE_moy	.0426879	.0209683	2.04	0.042	.0015908	.0837851
TcPIBT_moy	.0054132	.0236704	0.23	0.819	-.0409799	.0518064

c. Troisième estimation après élimination des variables
dont la p-value est supérieure à 30%

	dy/dx	Delta-method Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]	
TOUR	-.5735638	.0525869	-10.91	0.000	-.6766323	-.4704954
APD_moy	.0140766	.0125529	1.12	0.262	-.0105266	.0386797
CHO_moy	-.0567086	.017251	-3.29	0.001	-.0905199	-.0228973
DETTERRNE_moy	-.0264397	.0093859	-2.82	0.005	-.0448357	-.0080436
IDE_moy	.0449265	.0179548	2.50	0.012	.0097357	.0801173

The economic determinants of voting in presidential elections in countries WAEMU

Abstract - The aim of this paper is to study the economic determinants of voting in Sub-Saharan Africa during presidential elections. Inspired by the work of Brender and Drazen (2008), we seek to identify the economic factors that explain the re-election of the incumbent president in the WAEMU zone between 1990 and 2019, beyond sociopolitical determinants. Our results show that the number of turns, more civil liberties, rise in unemployment and debt have a negative impact on the chances of re-election of the incumbent president. Official Development Assistance and foreign direct investment have a positive impact on the outgoing president's chances of re-election.

Key-words

Economic determinants of the vote
Re-election of the incumbent president
WAEMU
Panel data
Probit model